

DOCUMENTS  
INDEX UNIT

MASTER

21 DEC 1950



RESTRICTED

SR/LM39

12 septembre 1949

FRENCH

ORIGINAL: ENGLISH

COMPTE RENDU ANALYTIQUE D'UNE SEANCE  
ENTRE LA COMMISSION DE CONCILIATION  
ET LA DELEGATION D'ISRAEL

tenue à Lausanne le lundi 12 septembre 1949,  
à 11 heures 45.

Présents:	M. de Boisanger	(France)	-	Président
	M. Yalcin	(Turquie)		
	M. Rockwell	(Etats-Unis)		
	M. de Azcárate		-	Secrétaire Principal
	M. Shiloah)		-	Représentants
	M. Sasson )			d'Israël

Le PRESIDENT déclare que la présente séance avec la Délégation israélienne qui sera la dernière avant la suspension de travaux de la Commission, a lieu non seulement en vue de prendre connaissance des observations que la Délégation israélienne pourrait souhaiter faire, mais pour transmettre à la Délégation israélienne la réponse signée par les trois membres de la Commission au Memorandum israélien du 31 août.

La note vise la question des réfugiés ainsi que celle d'un règlement territorial et indique que la Commission a pour opinion que les propositions israéliennes ne sont pas susceptibles de favoriser la conclusion d'un règlement définitif. La Commission prie donc la Délégation israélienne de demander à son Gouvernement d'examiner à nouveau la question et d'apporter certaines modifications à ses propositions existantes ou de soumettre de nouvelles suggestions.

La Résolution de l'Assemblée générale du 11 décembre 1948 donne pour instructions de faciliter les négociations et, à cet égard, il souhaite souligner que la souplesse est une caractéristique essentielle des négociations et que le fait que l'une ou l'autre des parties la néglige équivaldrait à une violation de la Résolution. Il invite instamment la Délégation israélienne à attirer l'attention de son Gouvernement sur ce facteur et à insister pour que de nouvelles propositions soient faites, à New York, sans perdre de vue cette considération.

Le Président fait observer que les termes de la note adressée à la Délégation israélienne sont très analogues à ceux de la note qui est adressée aux Délégations arabes, dont une copie est jointe.

Etant donné l'importance considérable de la présente note, les membres des Commissions ont demandé à leur gouvernement respectif de saisir de la question le Gouvernement israélien ainsi que les Gouvernements des Etats arabes par la voie diplomatique normale. La suspension des travaux de la Commission donnera aux Gouvernements intéressés le délai nécessaire à l'élaboration de leur réponse et permettra également à la Commission de recevoir de la Mission économique des rapports préliminaires.

Il exprime l'espoir, qu'avec la collaboration des parties, la Commission sera en mesure, quand elle reprendra ses travaux à New York d'arriver à une solution satisfaisante du problème.

M. SHILOAH souhaite indiquer nettement que le fait qu'il n'est évidemment pas en mesure de répondre verbalement à la note de la Commission, au cours de la séance présente, ne signifie en aucune manière qu'il accepte les conclusions de la Commission sur le manque de souplesse montré par sa délégation, ou son interprétation selon laquelle une telle attitude équivaut à une violation de la Résolution de l'Assemblée générale. La Délégation israélienne a montré, en effet, son désaccord avec la Commission sur certains points de procédure mais elle ne considère pas que son attitude ait justifié à un moment quelconque la censure du Président.

Le PRESIDENT regrette qu'il y ait eu un malentendu, il ne sous-entendait aucune censure en ce qui concerne la Délégation israélienne ou les Délégations arabes. Ses observations sur la nécessité de la souplesse s'appliquaient, dans son esprit, aux stades futurs de la négociation.

M. SHILOAH désire faire une suggestion pratique en ce qui concerne le communiqué qui, selon la procédure normale sera publié par la Commission au moment de son ajournement. Il insiste instamment auprès de la Commission, lorsqu'elle rédigera le communiqué, pour qu'elle évite dans toute la mesure du possible, de toucher au fond des questions en discussion. Les parties ont

accepté de collaborer avec un organe, établi par la Commission, qui s'efforce de trouver une solution pratique au problème poignant des réfugiés. Toute déclaration faite, à présent, qui pourrait mener à des discussions et des débats publics, pourrait mettre cette oeuvre en danger et, en tout cas, la rendrait beaucoup plus difficile. Si la question de Palestine ne fait pas l'objet de discussions pendant un certain temps, la cause commune, vers laquelle ils oeuvrent tous, en bénéficiera grandement, à son avis.

Le PRESIDENT admet, avec le représentant d'Israël, qu'il serait très souhaitable d'éviter des polémiques, mais néanmoins il fait observer que la Commission est obligée de tenir le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informé de la phase à laquelle sont parvenus les travaux. Toutefois, on s'efforcera de le faire sous une forme qui évitera, dans toute la mesure du possible, les désavantages soulignés par le représentant israélien.

Il souhaite, en outre, attirer l'attention du représentant israélien sur le projet de déclaration concernant les garanties pour la protection et le libre accès des Lieux saints qui a été remise à la Délégation israélienne avec une lettre de transmissi. La Commission demande que l'on envoie dès que possible, une réponse au Secrétaire Principal, soit à Lausanne soit par la suite à Jérusalem.

Finalement, il souhaite remercier la Délégation israélienne de sa collaboration et exprimer l'espoir que les travaux de la Commission feront des progrès considérables quand elle reprendra ses conversations à New-York.

M. SHILOAH espère également que des progrès importants seront bientôt réalisés. Il souhaite exprimer ses remerciements sincères à la Commission pour sa collaboration, même lorsqu'on avait abordé des questions difficiles. Parlant en son nom personnel, il ne pense pas qu'il représentera son Gouvernement lorsque la Commission se réunira à New-York et il dit combien il apprécie la collaboration des membres de la Commission et du Secrétariat.